

DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

N° 50

Juillet 2018

Focus : Les recherches en cours et à venir sur les migrations au sein de DIAL

La migration peut-elle être un facteur de développement dans les pays de départ, et quels sont les mécanismes en jeu dans le lien entre migration et développement ? Cette question fait l'objet d'une part importante des recherches au sein de l'équipe DIAL, dédiée à l'économie internationale et au développement. Les migrations, qu'elles soient internes (par exemple, l'exode rural) ou internationales, temporaires ou permanentes, sont en effet souvent une part constitutive du processus de développement. Leur analyse est complexe, car les mécanismes en jeu sont multiples: la migration peut avoir un impact sur les communautés d'origine à court et à long terme ; notamment via le départ, les transferts de fonds, ou le retour des migrants.

L'approche économique part de l'hypothèse que la décision de migrer se fonde sur une évaluation des bénéfices attendus du projet migratoire, supérieure à ses coûts (voir par exemple Borjas (1987)). Reste à comprendre si cette décision est individuelle, ou bien prise au niveau d'un ménage ou d'une communauté ; et à identifier la nature des bénéfices attendus et leur répartition. Une riche littérature quantitative s'est développée autour de la mesure de l'impact de la migration sur les communautés d'origine via les transferts de fonds, ou remittances. Elle interroge notamment l'effet de ces remises sur la pauvreté des ménages récipiendaires (voir par exemple Gubert et al. (2010)) et sur l'accumulation de capital humain (par exemple Edwards et Ureta, 2003). Dans cette perspective, les travaux de S. Mesplé-Soms et A. Al-Mouksit étudient si les transferts des migrants servent à remédier aux chocs transitoires intra-annuels en mobilisant des données collectées au Mali permettant d'apprécier à la fois les effets assurantiels des migrations internes et à l'international. Alors que l'impact de la migration sur la scolarisation des enfants restés au pays fait débat, une autre étude sera menée sur le Mali où le phénomène migratoire est multiple et où les compositions familiales sont complexes en tentant d'identifier des effets différenciés de la migration selon le lien du migrant avec les enfants (S. Mesplé-Soms, F. Arestoff et A. Sougane).

La mise en évidence des bénéfices des migrations pour les communautés d'origine amène à poser la question de la distribution de ces gains parmi la population du pays d'origine. La migration tend-elle à diminuer ou à exacerber les inégalités ? Cette question a fait l'objet de développements théoriques et empiriques dans la littérature, qui montrent que l'impact de la migration sur les inégalités dépend à la fois des



DIALOGUE
est une publication
de DIAL

déterminants de la migration – quels sont les individus qui ont la capacité de partir – et des choix des migrants en matière de transferts et de retour. Par exemple, Adams (1998) met en évidence un effet inégalitaire de la migration pakistanaise, alors que Taylor et Wyatt (1996) observent le contraire dans le cas de la migration mexicaine vers les États-Unis. Cet impact peut aussi évoluer au cours du processus historique de la migration : dans le cas d'un pays d'émigration récente, les migrants font généralement partie des franges relativement aisées de la population, ce qui conduit à un impact plutôt inégalitaire de la migration. La poursuite des migrations tend néanmoins à abaisser le coût individuel du départ, du fait du rôle joué par les anciens migrants et par les réseaux de migrants à destination qui fournissent notamment des informations, par exemple sur les opportunités d'emploi à destination. Ceci peut faciliter le départ d'individus moins aisés, et ainsi affaiblir l'impact inégalitaire de la migration (McKenzie et Rapoport, 2007).

L'effet de la migration sur les inégalités dépend donc fortement de la structure et du fonctionnement des réseaux interpersonnels, qui déterminent l'accès aux informations ; de plus, ces réseaux conditionnent souvent les transferts et obligations vis-à-vis des communautés d'origine. Plusieurs travaux en cours à DIAL étudient ces aspects. E.M. Mouhoud analyse, dans le cas algérien, dans quelle mesure l'effet des transferts de fonds sur la pauvreté dépend des institutions (comités de villages) et, donc, de l'historique de la migration. Il étudie aussi le rôle de la durée de la migration dans ce mécanisme. Dans le cas libanais, et en collaboration avec des chercheurs de l'Ecole d'Economie de Paris et de l'université Paris Nord, il mène des recherches visant à comprendre l'impact des migrations sur les inégalités selon les caractéristiques migratoires (en particulier, la destination des migrants) mais aussi locales (la composition ethnique et religieuse de la localité d'origine et les circonstances du départ en migration). Dans le cadre d'un programme de recherche portant sur les liens entre réseaux interpersonnels et reproduction des inégalités en Inde, C. Nordman analyse les migrations internes en collaboration avec des socio-économistes et sociologues de l'IRD, de l'Institut Français de Pondichéry et de l'Institut d'études en développement de Madras. Ces migrations de travail sont souvent un moyen d'émancipation, notamment en zone rurale ; mais elles sont, là encore, fortement conditionnées par les liens personnels, communautaires ou extra-communautaires.

Au-delà des impacts financiers des migrations, liés aux gains monétaires des migrants et aux transferts de fonds, une littérature économique récente, suivant les résultats mis en avant par des travaux qualitatifs en sociologie et en science politique, s'est penchée sur les transformations socio-politiques que les migrations peuvent également générer, et qui interagissent elles-mêmes avec le développement économique dans les pays d'origine des migrants. Par exemple, plusieurs travaux mettent en avant un impact agrégé de l'émigration dans son ensemble, ainsi que de la migration étudiante, sur la démocratie et les institutions politiques (voir par exemple Spilimbergo, 2009 ; Docquier et al., 2016 ; Mercier, 2016). D'autres observent un impact micro-économique de la migration sur les normes sociales (Lindstrom et Saucedo, 2002 et Bertoli et Marchetta, 2012 sur la fertilité) et sur les normes politiques et les comportements de vote (Batista et Vicente, 2011 ; Pfutze, 2012 ; Chauvet et Mercier, 2014 ; Barsbai et al., 2017). Plusieurs projets se développent dans cette direction de recherche à DIAL, autour de deux principales dimensions complémentaires l'une de l'autre : celle des impacts sociaux et politiques de la migration, et celle des transferts immatériels. En plus de transférer des fonds, les migrants internationaux et les migrants de retour sont en effet des vecteurs potentiels de transferts d'informations, d'idées et de normes susceptibles d'affecter les dynamiques socio-politiques locales. Ces transferts, et la façon dont ils dépendent des pays de destination, feront l'objet de travaux, en particulier autour de la question des normes de genre, de la pratique de l'excision et de la violence conjugale au Mali, menés par L. Chauvet, F. Gubert, S. Mesplé-Somps et A.-S. Robilliard. Les

mécanismes au travers desquels la migration peut affecter les équilibres politiques locaux seront également étudiés sous divers angles, mobilisant des collectes de données originales. Par exemple, une enquête menée par une équipe de DIAL en partenariat avec l'Institut National de la Statistique du Mali renseigne le parcours migratoire des membres des conseils communaux maliens. Les données qui en sont issues permettront d'étudier comment l'expérience migratoire affecte l'émergence et la composition des élites locales. Elles seront également utilisées pour interroger les éventuelles spécificités des élus ayant vécu en migration eu égard aux politiques publiques qu'ils mettent en place, et qui affectent le développement local (projets développés par L. Chauvet, F. Gubert, M. Mercier, S. Mesplé-Somps et J.-N. Senne de l'Université Paris-Sud). Le rôle de la diaspora malgache dans la trajectoire politico-économique de long terme de Madagascar, notamment par le biais de ses interactions avec les élites locales, fera également l'objet d'une analyse basée sur des enquêtes en cours auprès de la diaspora malgache et de son tissu associatif en France (projets menés par M. Razafindrakoto, N. Razakamanana et F. Roubaud). Enfin, un projet questionnant le rôle joué par les migrants dans les dynamiques socio-politiques locales, visera à identifier les mécanismes par lesquels les migrants et les réfugiés internationaux peuvent affecter l'évolution de la violence civile dans leur pays d'origine, dans une perspective à la fois théorique et empirique (projet mené par M. Mercier).

La question des impacts de la migration apparaît indissociable de celle des déterminants de la migration : qui part? Les nombreux travaux consacrés à cette question (voir par exemple Chiswick, 1999; Orrenius et Zavodny, 2005; McKenzie et Rapoport, 2010; Fernández-Huertas Moraga, 2011 et 2013 ; Chort et Senne, 2018) en soulignent la complexité, puisque la migration résulte à la fois d'une aspiration à partir, et des moyens (financiers, sociaux, informationnels) pour le faire. Elle dépend aussi du processus historique de la migration, qui modifie les conditions des nouveaux départs, et peut s'intégrer dans un programme collectif de décision au sein du ménage. A cela s'ajoutent, enfin, des facteurs externes, notamment politiques et environnementaux, qui doivent être pris en compte pour comprendre l'émergence de nouveaux phénomènes migratoires. Plusieurs travaux en cours à DIAL portent sur ces questions. S. Mesplé-Somps et B. Nilsson, en collaboration avec des géographes, sociologues et anthropologues de l'IRD, du CNRS et des universités Paris Diderot et de Picardie, s'attacheront notamment à identifier l'émergence de nouveaux types d'aspirations à migrer des jeunes dans une région du Mali, Kayes, qui est à la fois un foyer historique de migration, et le lieu d'émergence de nouvelles formes de mobilité en menant notamment une expérience aléatoire contrôlée. Un autre projet mené par E. M. Mouhoud, en collaboration avec des économistes, sociologues et démographes des universités de Princeton et de New York, visera à expliquer les déterminants de l'émigration des qualifiés dans les pays à régime autoritaire, ainsi que son impact spécifique sur les pays de départ, en développant une approche comparative contrastant les phénomènes de fuite des talents dans les pays arabes et latino-américains. Le rôle de l'accès à l'information dans la décision de migrer, en particulier illégalement, sera par ailleurs étudié dans le cas de la Gambie au travers d'une expérience aléatoire contrôlée menée par F. Gubert, T. M'Bah et des chercheurs de la Banque mondiale et du centre de recherche Novafrika. Le protocole expérimental permettra notamment d'identifier l'impact de l'accès à une information fiable concernant les risques et bénéfices potentiels de l'émigration illégale sur les choix migratoires des jeunes gambiens. Le lien entre changement climatique et migrations fait de plus en plus question, et appelle à des méthodologies originales de collecte et d'analyse de données. Plusieurs chercheurs de DIAL ont entamé un travail dans ce sens, en établissant une collaboration avec des spécialistes du climat et de l'imagerie de l'environnement (équipe Espace-Dev, Montpellier). Il s'agit de mettre en relation des données d'images satellite fines sur l'Afrique de l'Ouest avec des données socio-économiques afin d'estimer le lien entre évolution climatique locale et propension à émigrer (projet mené par F. Gubert).

Enfin, l'importance de la question de l'intégration des migrants sur les marchés du travail dans les pays de destination est appelée à s'amplifier. Plusieurs études ont montré que le processus « d'assimilation économique » est long, coûteux, et très inégal en fonction des caractéristiques individuelles des immigrants et des régimes migratoires (Chiswick ; 1978, Borjas, 1985 ; Damm, 2009). Or, il est dans l'intérêt économique des pays d'accueil de réduire ces coûts, qui ne sont pas supportés uniquement par l'immigrant lui-même mais aussi par la société qui l'accueille. Dans un contexte d'augmentation à moyen terme des flux d'immigration, il est nécessaire d'informer la décision politique par la recherche, en particulier pour améliorer les procédures d'accueil et d'accompagnement. Dans cette perspective, un projet d'enquête auprès de réfugiés récents en France est en cours d'élaboration, porté par E. M. Mouhoud et J. Jarreau, en partenariat avec l'OFPRA, l'organisme en charge de l'asile en France. Les réfugiés sont en effet la catégorie pour laquelle l'assimilation économique est la plus difficile et la plus longue (Bevelander 2016). L'enquête vise à étudier cette question de manière plus précise que ce que les statistiques existantes en France permettent de faire. décrit notamment la façon dont se sont mobilisés les émigrés égyptiens résidant à Paris et Vienne lors des turbulences politiques traversées par l'Égypte à partir de janvier 2011, et les revendications dont ils ont été porteurs. Un autre chapitre dresse le portrait de deux activistes africains, l'un congolais, l'autre gabonais, qui se sont fortement mobilisés contre les « biens mal acquis » en France par les présidents du Gabon, du Congo-Brazzaville et de la Guinée Equatoriale. La question de l'exercice du droit de vote à distance des diasporas africaines, et de l'influence de leur vote dans les résultats électoraux nationaux est également abordée, et illustrée à partir de l'expérience des immigrés maliens, sénégalais et tunisiens. L'analyse met tout d'abord en exergue la moindre mobilisation électorale de ces trois diasporas au regard de celle observée dans les territoires nationaux. Elle montre ensuite que les élections à distance mobilisent avant tout des migrants dont la situation dans le pays de résidence est stable et qui conservent des liens forts avec leur pays d'origine. Les individus ayant la double-nationalité tendent à cumuler leur implication politique dans le pays d'accueil et dans leur pays d'origine : la participation aux élections du pays d'origine et de résidence n'est donc pas un jeu à somme nulle, bien au contraire. Enfin, bien que les préférences électorales des émigrés soient parfois différentes de celles des résidents, la faiblesse de leurs effectifs ne leur permet pas d'être des acteurs-pivots des alternances politiques nationales. Ils n'en sont pas moins courtisés par l'ensemble des partis politiques, et leur rôle symbolique dans les campagnes électorales est important.

Joachim Jarreau
Marion Mercier

Références

- Adams, R. 1998, 'Remittances, investment, and rural asset accumulation in Pakistan', *Economic Development and Cultural Change* 47(1).
- Barsbai, T., Rapoport, H., Steinmayr, A. et Trebesch, C. 2017, 'The effect of labor migration on the diffusion of democracy: Evidence from a former Soviet Republic', *American Economic Journal: Applied Economics* 9(3).
- Batista, C. et Vicente, P. 2011, 'Do migrants improve governance at home? Evidence from a voting experiment', *The World Bank Economic Review* 25(1).
- Bertoli, S. et Marchetta, F. 2015, 'Bringing it all back home – Return migration and fertility choices', *World Development* 65.
- Bevelander, P. 2016, 'Integrating refugees into labor markets', *IZA World of Labor* 269.
- Borjas, G. J. 1985, 'Assimilation, changes in cohort quality, and the earnings of immigrants', *Journal of Labor Economics* 3(4).

- Borjas, G. J. 1987, 'Self-selection and the earnings of immigrants', *American Economic Review* 77(4).
- Chauvet, L. et Mercier, M. 2014, 'Do return migrants transfer political norms to their origin country? Evidence from Mali', *Journal of Comparative Economics* 42(3).
- Chiswick, B. R. 1978, 'The effect of Americanization on the earnings of foreign-born men', *Journal of Political Economy* 86(5).
- Chiswick, B. R. 1999, 'Are immigrants favorably self-selected?', *American Economic Review* 89(2).
- Chort, I. et Senne, J.-N. 2018, 'You'll be a migrant, my son: Accounting for migrant selection within the household', *Economic Development and Cultural Change* 66(2).
- Damm, A. P. 2009, 'Ethnic enclaves and immigrant labor market outcomes: quasi-experimental evidence', *Journal of Labor Economics* 27(2).
- Docquier, F., Lodigiani, E., Rapoport, H. et Schiff, M. 2016, 'Emigration and democracy', *Journal of Development Economics* 120.
- Edwards, A.C. et Ureta, M. 2003, 'International migration, remittances, and schooling: Evidence from El Salvador', *Journal of Development Economics* 72(2).
- Fernández-Huertas Moraga, J. 2011, 'New evidence on emigrant selection', *Review of Economics and Statistics* 93(1)
- Fernández-Huertas Moraga, J. 2013, 'Understanding different migrant selection patterns in rural and urban Mexico', *Journal of Development Economics* 103.
- Gubert, F., Lassourd, T. et Mesplé-Somps, S. 2010, 'Transferts de fonds des migrants, pauvreté et inégalités au Mali', *Revue Économique* 61(6).
- Lindstrom, D. P. et Saucedo, S.G. 2002, 'The short-and long-term effects of US migration experience on Mexican women's fertility', *Social Forces* 80(4).
- McKenzie, D. et Rapoport, H. 2007, 'Network effects and the dynamics of migration and inequality: Theory and evidence from Mexico', *Journal of Development Economics* 84(1).
- McKenzie, D. et Rapoport, H. 2010, 'Self-selection patterns in Mexico-U.S. migration: The role of migration networks', *Review of Economics and Statistics* 92(4)
- Mercier, M. 2016, 'The return of the prodigy son: Do return migrants make better leaders?', *Journal of Development Economics* 122.
- Orrenius, P. M. et Zavodny, M. 2005, 'Self-selection among undocumented immigrants from Mexico', *Journal of Development Economics* 78.
- Pfütze, T. 2012, 'Does migration promote democratization? Evidence from the Mexican transition', *Journal of Comparative Economics* 40(2).
- Spilimbergo, A. 2009, 'Democracy and foreign education', *American Economic Review* 99(1).
- Taylor, J.E. et Wyatt, T.J. 1996, 'The shadow value of migrant remittances, income and inequality in a household-farm economy', *Journal of Development Studies* 32(6).